



LETTRE OUVERTE

- à M. Le Trésorier- Payeur Général des Bouches-du-Rhône
- à M. le Directeur des Services Fiscaux de Marseille

Les agents de la trésorerie de Marseille 3/14 se sont réunis avec les secrétaires des syndicats FO DGFIP 13, CGT TRESOR 13 et Union SNUI-SUD Trésor Solidaires 13 le 25 mars 2010.

Cette réunion fait suite à :

1. **La pétition** adressée par les agents de la Trésorerie à M. le Trésorier- Payeur Général des Bouches-du-Rhône en date du 10 février 2010, pétition relative aux moyens nécessaires pour accomplir nos missions et à nos conditions de vie au travail.

Cette pétition n'a été suivie d'aucune réponse de la Direction locale.

2. **Les organisations syndicales ont relancé par écrit M. le Trésorier- Payeur Général** pour connaître les suites qu'entendait donner la Direction locale aux revendications des agents de la Trésorerie de Marseille 3/14.

La direction locale n'a pas donné suite à la lettre des syndicats ; aucune réponse au courrier, aucune volonté de rencontrer les représentants des agents.

3. Les agents ont de nouveau sollicité leurs syndicats. **Un préavis de grève a été déposé en date du 19 mars 2010.**
4. Des commissions administratives paritaires locales se déroulaient le 22 mars 2010. A cette occasion, et pouvant profiter de la présence de nombreux élus du personnel, **la Direction locale aurait pu ouvrir le dialogue social sur la situation à la Trésorerie de Marseille 3/14, le préavis de grève étant déposé :**

CE NE FUT PAS LE CAS.

L'après midi du 22 mars 2010, M. le Trésorier- Payeur Général, accompagné de Mme la Chef des Services du Trésor, M. le Chef de la Division Ressources Moyens et Mme la Chef de Service des Ressources Humaines, se sont rendus dans notre trésorerie à la surprise générale.

Le Trésorier- Payeur Général a fait état « d'une erreur de communication ».

Une erreur qui dure depuis le 10 février – date de notre pétition- n'est plus une erreur, d'autant que les difficultés que nous rencontrons dans l'exercice de nos missions sont notoires et connues de l'administration depuis au moins huit mois, suite aux multiples courriers et relances du Chef de Poste.

Les annonces du Trésorier- Payeur Général sont les suivantes :

- Réaménagement du hall d'accueil d'ici fin juin, avec *–enfin !–* un espace d'attente plus grand et des guichets modernes permettant la confidentialité et la réception des personnes à

mobilité réduites. Les contribuables pourront bénéficier du chauffage l'hiver et de la climatisation l'été. *Il était temps !*

- La promesse d'une affectation d'un collègue en septembre 2010 –*pour combler 3 départs pour une seule arrivée au 1^{er} Avril !*
- La garantie d'avoir en permanence un équipier de l'équipe de renfort...*mais c'est déjà le cas depuis des mois et cela ne suffit pas.*
- *Recevant de 150 à 200 personnes par jour en temps normal et jusqu'à plus de 450 en périodes d'échéances (sans compter les accompagnants), nous sommes dans l'impossibilité de prendre nos repas et notre pause méridienne dans des conditions normales. Le TPG nous propose ¼ d'heure à ½ heure de battement supplémentaire (par roulement) entre midi et deux: nous doutons fortement de l'efficacité d'une telle mesure pour absorber l'affluence massive du public en étant moins nombreux pour y faire face derrière le guichet.*
- La possibilité de trouver un compromis concernant les modalités d'admission au restaurant de la douane (*réservation obligatoire la veille !*) ou à défaut avec celui de la Poste pour être reçus dans des conditions normales. *Depuis des mois nous ne pouvons plus manger normalement au restaurant administratif : pour autant, nous n'avons pas bénéficié de tickets repas...*
- L'affectation directe, sans « stage d'immersion » d'un contrôleur contractuel stagiaire en août au lieu d'octobre. *Nous ne voyons pas pourquoi un nouveau collègue devrait essayer les plâtres et être privé du dispositif commun appliqué à tous les nouveaux agents !*

Nous considérons toujours que ce sont les emplois qui manquent à la trésorerie qui sont la première conséquence de la dégradation de nos conditions de travail.

Nous évaluons à 4 le nombre d'emplois supplémentaires indispensables pour un fonctionnement normal de notre service public.

4 n'est pas le nombre que semble retenir la direction locale. Mais dans son calcul, notre direction prend-elle en compte la fréquentation du guichet ? Assurément NON.

Nous, nous tenons le guichet tous les jours ; ceux qui « calculent » à la direction locale certainement pas.

Nous voulons que la direction locale nous fasse ses propositions par écrit.

Nous voulons les emplois nécessaires eu égard à la réalité du travail à la Trésorerie de Marseille 3/14.

Nous souhaitons le soutien des agents du département : eux connaissent la réalité du travail au service du recouvrement dans une trésorerie comme celle de la 3 /14.

**Nous serons en grève le mardi 30 mars 2010 parce qu'ici,
NOUS N'EN POUVONS PLUS !**

le 26 mars 2010

Les agents de la Trésorerie de Marseille 3/14